

Compte rendu de la réunion publique du 02 février 2019 réalisée dans le cadre du Grand Débat national

Cette réunion est organisée à l'initiative du conseil municipal pour répondre à la demande du Président de la République.

Lors du débat, les thèmes suivants ont été traités :

- Fiscalité et dépenses publiques
- Organisation de l'Etat et des services publics
- Transition écologique
- Démocratie et citoyenneté
- Pouvoir d'achat

Monsieur le Maire dirige les débats et rappelle quelques règles :

- Chacun doit pouvoir s'exprimer librement
- Ne pas interrompre celui qui parle
- Pas d'attaque personnelle

1) Fiscalité et dépenses publiques :

Rappel de quelques chiffres

Les dépenses publiques (Etat, Collectivités Locales, dépenses sociales) représentent 56,5% du PIB

Les prélèvements obligatoires 45.3% du PIB, ils sont les plus élevés des pays développés, d'où un déficit de 70 à 100 milliards d'euros, une dette cumulée depuis 45 ans de 2350 milliards d'euros (100% du produit intérieur brut).

La marge de manœuvre est donc étroite.

Avant de diminuer les impôts et les taxes, il faut surtout ne plus les augmenter.

Ex : Taxe sur les produits pétroliers

Ex : Taxe d'habitation, pourquoi la supprimer ?

L'Etat promet de la compenser avec l'argent qu'il prélèvera d'une façon ou d'une autre et même les personnes aujourd'hui exonérées de cette taxe paieront.

La solution : diminuer les dépenses publiques :

Propositions des participants :

Réduire le train de vie de l'Etat

Revoir les services administratifs de chaque ministère, il y a beaucoup de doublons

Revoir les avantages des ministres, des députés, des sénateurs, des anciens présidents de la République

Limiter le nombre de ministres et de secrétaires d'Etat

Diminuer le nombre de sénateurs et de députés

Trop de différence entre les salaires d'en « haut » et les salaires d'en « bas »

Ex une « dame » (Mme Jouanno) gagne 15 000€/mois ce qui représente 10 personnes au SMIC et refuse de faire son travail.

Une remarque : le grand débat est provoqué par les actions des « Gilets jaunes ». c'est grâce à eux que l'on peut s'exprimer aujourd'hui.

Oui au mouvement des « gilets jaunes » mais on à la violence.

Une question : que demandent les « gilets jaunes » en priorité ? Plus de pouvoir d'achat

Une piste : diminuer la publicité sur les produits, à la télévision, dans les médias car c'est le consommateur qui paie cette publicité.

C'est difficile à mettre en œuvre

Une autre piste : augmenter le SMIC à 1500-1600€

- Actions au niveau des territoires

Le constat

Plusieurs niveaux administratifs : Régions, départements, CDC, communes.

Propositions des participants

-Revenir à 26 régions

Une question : A quoi servent ces supers structures des 13 régions :

Surement à engendrer des coûts plus élevés de fonctionnement sans compter le coût de leur mise en place

-Garder le niveau communal

-Bien définir les compétences de chaque niveau

-Revoir le périmètre géographique des CDC qui sont mal définis

Exemple : la CDC Brenne Val de Creuse qui va de Vigoux à Néons.

Une question : A quoi servent les CDC ?

Surement à diluer les responsabilités

- Les dépenses sociales (santé, retraite, action sociales, RSA)

Le constat :

La plus grosse dépense sociale c'est les retraites : la France est le pays développé où on part le plus tôt à la retraite. Cela sera très difficile à maintenir dans l'état actuel d'où une réforme inévitable. Il sera nécessaire d'une façon ou d'une autre de relever l'âge du départ en retraite.

Les propositions des participants :

Revoir les régimes de retraite

Si les personnes partent à la retraite plus tard, ils vont tomber en maladie.

Mettre les gens au travail pour qu'ils cotisent

Revoir les indemnités chômage, beaucoup gagnent plus au chômage que ceux qui travaillent.

Une remarque : nous sommes toujours enclins à faire des économies chez les autres.

2) Transition écologique

Le constat :

Problème planétaire : 2 points que l'on peut traiter ce soir :

-des aides sont attribuées pour la transition énergétique

Achat d'une voiture moins polluante

Isolation et mode de chauffage des bâtiments

Que peut-on faire au niveau personnel pour lutter contre le réchauffement climatique ?

Aide de l'Etat pour l'achat d'une voiture neuve, c'est un coup d'épée dans l'eau, cela coute cher, cela augmente le parc automobile d'où plus de pollution.

Propositions des participants

La voiture électrique n'est pas au point pour de longs trajets

La nouvelle aide est positive car elle concerne aussi l'achat de véhicule d'occasion.

Difficile de se passer des centrales nucléaires malgré le problème du stockage des déchets

Pollution en Allemagne due aux centrales à charbon, comment diminuer cela ?

Pollution au Pérou et au Portugal en raison de l'extraction du lithium nécessaire aux batteries

Comment recycler les batteries ?

Question sur le projet de méthanisation de CIRON, quand la population sera-t-elle consultée ?, quel est l'impact sur l'environnement ?

Réponse de M le Maire :

Le projet d'unité de méthanisation est un projet privé. Les demandes vont être déposées auprès des services concernés (Préfecture) pour l'autorisation d'exploitation et le permis de construire. Il y aura un porté à connaissance pour le public.

C'est le préfet qui signe l'arrêté permettant l'exploitation et contrairement à ce que j'ai dit c'est le maire qui signe le permis de construire après instruction par les services de l'Etat.

Pour lutter contre le réchauffement climatique :

Diminuer les énergies fossiles

Développer les énergies renouvelables

Garder l'énergie nucléaire

Agriculture : Faire une agriculture raisonnée
Arrêter les monocultures
Limiter le glyphosate est forcément positif mais trouver des solutions alternatives
Modifier le modèle agricole

3) Démocratie et citoyenneté

Le constat :

La 5^{ème} République
Le mode d'élection utilisé : majoritaire à 2 tours.
Etre citoyen c'est voter.
La démocratie n'est pas présente dans tous les pays.
Aux dernières élections législatives, 50% d'abstentions au 2nd tour.
Pourquoi les citoyens ne vont pas voter, Pourquoi ne se sentent-ils pas concernés ?
Doit-on mettre en place d'autres moyens de consultation ?

Les propositions des participants:

Au référendum de 2005, le parlement n'a pas tenu compte de l'avis exprimé lors du référendum.
Pourquoi le mandat du Président est passé de 7 à 5 ans ?
Pourquoi est-ce le Préfet qui décide de certaines implantations (routes, entreprises) ?
Que représentent réellement les maires ?
Les citoyens se sentent coupés de ceux qui décident.
Les Président, les députés et les maires changent mais pas les hauts fonctionnaires, eux, ils restent.
Mettre en place d'autres modes de scrutin pour une meilleure représentation de tous les citoyens.
Mettre en place une part de proportionnelle.
Mieux écouter les avis qui remontent du peuple.
Rendre le vote obligatoire.
Reconnaître le vote blanc ?
Le sénat est-il utile ?
577 députés c'est beaucoup.
Redonner plus d'importance aux syndicats avec obligation pour chaque travailleur (au sens large) d'adhérer à un syndicat, ils seraient plus représentatifs et moins extrémistes dans leurs positions et cela éviterait aussi qu'ils soient subventionnés par l'Etat.
Arrêter de subventionner la presse pour avoir une presse plus libre.
Problèmes des lobbys en France qui ont une influence importante.
Référendum d'initiative citoyenne difficile à mettre en place.

4) Immigration- Intégration

Le constat :

La France a toujours été une terre d'accueil

Vague migratoire venant du Moyen Orient et d'Afrique

Il est difficile d'arrêter l'immigration

Doit-elle être choisie ?

Intégration compliquée, différence de culture, de mode de vie, de religion

Remarques des participants :

Il a été plus facile d'intégrer les européens qui sont venus en France (Polonais, Italiens, Espagnols, Portugais).

Dans 20 ans l'Europe aura 500 millions d'habitants, l'Afrique 2 milliards.

S'ils viennent pour travailler oui.

Les immigrants veulent –ils s'intégrer ?

A-t-on les moyens de le faire ?

Les immigrants sont-ils trop bien accueillis ?

- Le pouvoir d'achat

Actions du gouvernement de décembre :

Report de la taxe sur les carburants

Prime de 100€ pour les bas salaires

Prime versée par les entreprises

Comment voyez-vous votre pouvoir d'achat

Remarques des participants :

La notion de pouvoir d'achat est subjective, elle est différente d'un individu à l'autre,

Chacun a des besoins différents et chacun doit pouvoir vivre dignement de son travail.

Il existe aussi des problèmes de gestion dans les familles

Mettre en place des formations adéquates ?

M François JOLIVET, présent à ce débat remercie les participants, demande une concorde pour vivre ensemble et indique que le monde politique a beaucoup appris pendant ces quelques semaines.